

# Mobilisons-nous contre la politique de réduction budgétaire et de répression qui règne à Toulouse !

Tout comme la politique du gouvernement, l'agglomération et la mairie de Toulouse développent une politique d'austérité budgétaire et de répression des mouvements sociaux qui tentent de résister.

## Une politique locale d'austérité budgétaire !

Les coupes budgétaires se multiplient et touchent en particulier les milieux populaires et les jeunes.

- Hausse des impôts locaux de 15 % sur Toulouse et de 15 % supplémentaires pour la Métropole.
- Fin de la gratuité des cantines scolaires pour les familles modestes et hausse des tarifs pour les autres.
- Augmentation générale des tarifs des services municipaux (piscines, CLAE, ...)
- La ville vend son patrimoine immobilier pour faire du cash à court terme.  
Par exemple la privatisation des parkings du centre ville à Vinci.
- Les budgets des associations sont systématiquement réduits, dans l'objectif d'une réduction de 25 % des subventions de la ville. Le tissu culturel et sportif de l'agglomération est fortement menacé avec déjà 10 % de réduction budgétaire en moyenne. Sans compter les menaces d'expulsion de certains locaux associatifs.
- Réduction des effectifs du personnel de la ville et de la métropole, précarisation des conditions de travail, dégradant encore plus notre qualité de service public.
- La hausse des tarifs de transport de Tisséo et **la remise en cause du tarif jeune !**

## Une politique locale de répression et de criminalisation !

Toulouse est devenue un terrain d'expérimentation de la répression syndicale et politique. Parmi les nombreux acteurs en cause, la mairie de Toulouse joue pleinement son rôle répressif, aux côtés de la préfecture qui est aux ordres du gouvernement.

- La répression a été particulièrement forte depuis les manifestations suite à la mort de Rémi Fraisse. En 6 mois, une cinquantaine de personnes ont été condamnées suite à ces manifestations, dont un jeune étudiant du NPA condamné injustement à 2 mois fermes (alors qu'arrêté en dehors de la manifestation).  
Fait nouveau également, la mairie et la préfecture ont interdit un meeting et des manifestations de soutien à la lutte du peuple palestinien.  
Désormais les autorisations de manifestation sont incertaines et les trajets sont restreints.
- La répression antisyndicale contre ceux qui résistent à la politique d'austérité est de plus en plus forte.  
A Tisséo, la mairie a délibérément laissé pourrir la grève alors que les syndicats ne demandaient que 0,7 % d'augmentation de salaire contre les 0,45 % proposés (différence de seulement 0.25% !). Les grévistes ont aussi été attaqués en justice (mais relaxés) pour avoir diffusé des tracts !  
Après d'autres attaques à l'hôpital public et dans le secteur de l'action sociale, c'est au tour de l'enseignement ! Le rectorat de Toulouse attaque des enseignants de Bellefontaine qui ont osé faire grève pour défendre des collègues précaires. Une enseignante est suspendue et 5 autres sont en procédure disciplinaire avec une mutation à la clef sur injonction du Rectorat.
- La mairie tente aussi d'expulser les syndicats de leurs locaux dont la CGT de la bourse du travail. La CGT occupe ce bâtiment au centre de Toulouse depuis 120 ans ! Ce sont ces locaux qui permettent aux syndicats de s'organiser pour défendre les travailleurs. Sans locaux, plus de syndicats, plus de contestation possible !

**Pour dénoncer son expulsion, la CGT appelle à une action pendant le conseil municipal ce Vendredi !  
Des appels simultanés ont été lancés comme la FCPE qui dénonce la hausse des tarifs de la cantine !**

**Les luttes locales contre la répression et l'austérité doivent converger !  
RDV au Capitole ce Vendredi 19 juin à partir de 8h30 et toute la journée !**



Tract commun :

Parti Communiste des Ouvriers de France [membre du Front de Gauche]

Union des Jeunes Révolutionnaires